

Les dirigeants du G-20 doivent faire passer les personnes avant les banquiers (31.10.11)

Bruxelles, le 31 octobre 2011 (CSI en ligne): Les dirigeants du G-20 doivent répondre aux exigences des travailleurs/euses lors du sommet du G-20 à Cannes, les 3 et 4 novembre 2011, et tenir leurs promesses de réformer le secteur financier.

Alors que la crise économique et financière entre dans sa phase la plus dangereuse jusqu'à présent, les dirigeants du G-20 doivent apporter une réponse coordonnée pour faire passer les personnes avant les banquiers, déclare le mouvement syndical international.

En se réunissant parallèlement au G-20, le sommet sur le « travail du G-20 » réunira des dirigeants syndicaux élus des pays du G-20 pour débattre de la crise par rapport à l'économie et aux violations des droits des travailleurs/euses.

La secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale, Sharan Burrow, a signalé que le chômage est la plus grande menace à la reprise et a atteint des niveaux record dans la mesure où plus de 200 millions de personnes sont au chômage et un plus grand nombre encore ont des emplois précaires. Entretemps, le système financier continue d'être renfloué par les gouvernements, et ces deniers ne prennent toujours pas les mesures nécessaires pour réformer ses pratiques déstabilisantes et hautement risquées en matière de prêts.

« La pression publique exercée sur les gouvernements pour qu'ils agissent en faveur des personnes et non des banquiers ne cessera d'augmenter. La population est en colère. Le mouvement syndical international sera à Cannes pour exiger des mesures et des réformes visant à répondre à cette colère justifiée », a affirmé Sharan Burrow.

« Les dirigeants des pays du G-20 doivent réunir la même volonté politique que celle utilisée pour renflouer les banques, mais cette fois-ci pour entreprendre des actions concertées en matière de croissance et d'emplois décents pour les millions de personnes qui supportent injustement le plus lourd fardeau de la crise », a dit John Evans, le secrétaire général de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (CSC-TUAC).

Le groupement Global Unions appelle les dirigeants du G-20 à adopter un plan en quatre points pour les emplois et la reprise qui permette d'enrayer la crise de l'emploi et de remodeler l'économie mondiale pour les travailleurs/euses :

- établir un objectif coordonné en matière d'emploi et des mesures immédiates de programmes d'infrastructure créateurs d'emplois, des investissements dans les emplois verts et des programmes relatifs au marché du travail pour accroître les qualifications;
- réduire les inégalités des revenus et renforcer les droits des travailleurs/euses;
- instaurer un socle de protection sociale;
- réformer le secteur financier et établir une taxe sur les transactions financières.

« Les dirigeants du G-20 doivent tenir leurs promesses de création d'emplois et de réforme du système financier. C'est de ces actions que dépendent les moyens de subsistance de millions de personnes », a déclaré Sharan Burrow.

Les propositions de plans de relance émanant du sommet sur le travail du G-20 seront soumises au Président Nicolas Sarkozy, hôte du G-20, ainsi qu'aux autres chefs d'État et de gouvernement du G-

20, et devront être prises en compte dans les conclusions finales du G-20.